

## Cité(s) en crise

**Dossier coordonné par  
Daniel Bensaïd, Renée-Claire Glichtzman,  
Lilian Mathieu et Sylvain Pattieu**

**Depuis un peu plus de vingt-cinq ans, les quartiers populaires reviennent** régulièrement sur la scène publique : question inépuisable et récurrente. Les discours passent tour à tour du registre accusateur, dénonçant ce qu'il est convenu d'appeler les violences urbaines à un registre misérabiliste ou compatissant face aux situations précaires des habitants de ces quartiers.

Dès sa création, la politique de la ville symbolise un paradoxe. Elle affiche un défi impossible consistant à vouloir limiter les effets de la précarisation produite par les restructurations successives du capitalisme qui fait disparaître des millions d'emplois, écarte durablement les plus précarisés de la société salariale et les relègue dans les quartiers déshérités des métropoles.

Cette politique publique affiche l'ambition du retour « au droit commun de la ville » par un traitement spécifique des quartiers dits en difficulté et de ses habitants. Depuis des années, son action balance entre deux options : prendre le quartier comme un morceau de ville sur lequel il faut agir parce qu'il se décroche du reste de la ville ou bien s'attaquer aux processus de précarisation des classes populaires et de discrimination qui affectent de plus en plus violemment les enfants de l'immigration. À force d'hésiter et sans réel pouvoir de s'attaquer aux transformations structurelles qui produisent la précarisation des quartiers populaires, la politique de la ville a en quelque sorte signé son échec. La récente loi Borloo quant à elle affiche ses intentions centrées sur la transformation urbaine radicale de ces quartiers avec un programme national ciblé sur la démolition et la reconstruction de logements sociaux. Le quartier est ainsi désigné comme le territoire producteur de désordres sociaux et désormais, pathologie urbaine et précarité sociale sont clairement reliées.

Nombreux sont les ouvrages et les publications professionnelles qui prétendent faire un état de la question et esquisser des pistes ou fournir des préconisations visant à remettre les quartiers populaires dans une mise en perspective vertueuse.

Le parti pris pour ce dossier de *ContreTemps* consacré à cette question des quartiers populaires, consiste à resituer ces phénomènes de ségrégation socio-spatiale dans les contextes politiques et historiques dans lesquels ils se sont durablement construits, pour ensuite porter un regard critique sur les limites et les paradoxes de ces politiques publiques, censées agir sur la réparation des effets dévastateurs des politiques libérales mais finissant en fait par contribuer à l'organisation des processus de stigmatisation.

La première partie revient sur ce que furent ces quartiers populaires intégrés dans un mouvement ouvrier structuré par des organisations politiques, syndicales et municipales (le plus souvent du PC) qui transformaient la stigmatisation en luttes et en revendications. Cette identité ouvrière fondée sur une affiliation à la société salariale, à la ville et au quartier était constitutive des rapports de force politiques et sociaux.

Se référer à l'histoire des « banlieues rouges » donne matière à s'interroger sur la crise de la représentation politique des classes populaires et notamment sur les raisons qui ont motivé la mise à l'écart du militantisme associatif des enfants d'immigrés de ces quartiers. Ces derniers sont davantage stigmatisés par une radicalisation des discours accusateurs et sécuritaires que mobilisés par des messages qui permettraient de traduire les malaises sociaux en combat politique.

La question de la place des résistances possibles dans les quartiers et du renouvellement politique et militant est posée face au processus de décomposition politique à l'œuvre depuis plusieurs années. Ainsi en témoignent deux expériences de mobilisation évoquées dans le dossier : l'une proteste contre des interventions policières qui ont abouti au décès de deux habitants, l'autre s'oppose à une opération de rénovation urbaine d'un quartier.

La seconde partie entreprend un parcours critique sur ces politiques urbaines et sociales en démontrant l'ambiguïté de leur ambition. La mixité sociale en est singulièrement caractéristique ; les dirigeants politiques et institutionnels y ont recours alors que la précarisation des habitants des quartiers devient intolérable et que toutes les politiques publiques échouent. La mixité sociale présentée comme solution à la fracture sociale, permet ainsi de justifier la démolition de logements sociaux et, en agissant sur le bâti, de disperser la pauvreté ou de la rendre invisible. Elle permet également, en le cachant à peine, de désigner la concentration résidentielle des habitants issus de l'immigration comme le problème des quartiers. À cet égard, la politique de la ville a largement contribué à une forme d'ethnicisation des politiques sociales.

L'ambiguïté de ces politiques publiques peut atteindre une forme de perversité, lorsque par exemple les cultures d'origine sont utilisées et reliées à des dispositifs d'insertion ou d'intégration, alors que dans le même temps, le recours aux

systèmes communautaires est dénoncé, ou bien quand la proximité des classes moyennes est présentée comme une opportunité de promotion sociale des classes populaires dans une société où les premières constitueraient un modèle social des secondes.

Pour comprendre les mécanismes qui produisent la ségrégation territoriale, il faut les resituer dans le long processus de l'organisation des formes urbaines qui organisent les hiérarchies et les différenciations fonctionnelles et sociales de la ville. Le cadre d'analyse proposé permet de saisir comment les politiques foncières et d'aménagement des villes ont orienté les phénomènes ségrégatifs à l'œuvre sur ces territoires. Depuis plusieurs années, ces processus de fragmentation sociale s'aggravent et s'inscrivent dans les modes d'occupation territoriale et dans le morcellement de la ville.

On peut sans doute, au terme de cet examen, légitimement se demander si les politiques urbaines, et singulièrement la politique de la ville, ne se sont paradoxalement pas faites les productrices des processus de ségrégation socio-spatiale qui marquent durablement les quartiers populaires, et cela alors même qu'elles affichaient à l'origine une ambition de cohésion sociale et territoriale.

RCG